

DISCOURS DU PRESIDENT MACRON LORS DU VIVATECH : LA CFTC REAGIT ET SOUHAITE LA TENUE D'UN GRENELLE DU NUMERIQUE

La CFTC rappelle au Président de la République l'urgence de déployer au plus vite un Grenelle du Numérique afin que tous les acteurs de la vie publique et économique puissent ensemble réfléchir à un nouveau modèle social qui prenne en compte les évolutions et les spécificités du numérique et des changements qu'il entraîne.

La semaine dernière se tenait à Paris la VivaTech, grande messe du numérique en France. Lors de cet événement le Président Macron a tenu un discours où il a rappelé les mutations que vit actuellement notre pays et son désir de voir la France devenir un « *Etat Plate-Forme* » au service d'une « *start-up Nation* ». Des termes forts, appuyés par l'annonce d'un plan d'investissement de 10 milliards d'euros à destination du numérique.

Mais au-delà de cette somme, pour la CFTC le plus important dans ce discours réside dans le constat dressé par le Président d'être dans un « *momentum, une dynamique de l'hyperinnovation* ».

Pour la CFTC cette dynamique doit s'accompagner d'une **hyperinnovation sociale**, de nouveaux droits attachés à ces travailleurs d'un nouveau genre pour « *protéger les individus, en les formant, en les accompagnant vers ces changements brutaux* ». Sans cette protection, la plateformesation de l'économie (et de l'Etat) peut mener à des dérives sociales, à un appauvrissement des travailleurs, et à la fin du modèle social Français.

Il convient donc de penser autrement, plus globalement, de débattre sur l'avenir, sur les mutations engendrées par les nouvelles technologies dans notre façon de concevoir travail et protection sociale. C'est pourquoi la CFTC, par la voix de son Président Philippe Louis, appelle l'Etat à lancer urgemment l'organisation d'un **GRENELLE DU NUMERIQUE**.

Lors de la VivaTech, le Président s'est adressé aux patrons, aux startupper, à cette France qui réussit et surfe sur la vague numérique. Il doit maintenant s'adresser aux Français exclus par la fracture numérique, aux Français qui jouissent de nouveaux usages mais craignent l'impact social de la plateformesation. Il veut les « *protéger* ». Dont acte.

C'est d'un débat croisé entre usagers, entreprises, pouvoirs publics, associations et organisations syndicales que naîtra le nouveau contrat social de demain.